Les présentes conditions générales s'appliquent à toute commande de diagnostic(s) immobilier(s) effectuée par LE CLIENT auprès de la Société DIAGNOTECPRO (ci-après dénommée « LE PRESTATAIRE »). La signature du devis ou le paiement de la commande entraîne l'acceptation sans réserve par le Client des présentes conditions générales dans leur intégralité. LE CLIENT et LE PRESTATAIRE déclarent respectivement jouir de la capacité et des pouvoirs nécessaires pour conclure celui-ci.

1. DEVIS DE PRESTATIONS

La mission du PRESTATAIRE comprend l'ensemble des diligences détaillées dans le devis annexé, accepté par le CLIENT.

Toute instruction du CLIENT ayant pour objet de modifier les prestations confiées au PRESTATAIRE devra faire l'objet d'une demande écrite préalable. LE PRESTATAIRE n'est pas tenu d'accepter ces nouvelles instructions si elles sont de nature à l'empêcher d'honorer des engagements pris antérieurement. Il doit en aviser immédiatement LE CLIENT par écrit.

En cas de modification demandée par LE CLIENT et acceptée par LE PRESTATAIRE, des frais supplémentaires seront appliqués. Ces frais supplémentaires feront l'objet d'un devis complémentaire.

2. DROIT DE RETRACTATION

Lorsque LE CLIENT est un consommateur, il dispose d'un délai de 14 jours pour exercer le droit de rétractation prévu aux articles L. 221-18 et suivants du Code de la consommation à compter de la date d'acceptation du devis de prestations.

Le droit de rétractation peut être exercé en informant LE PRESTATAIRE de sa décision de se rétracter par l'envoi, avant l'expiration du délai rappelé ci-dessus, du formulaire de rétractation figurant en annexe des présentes conditions ou de toute autre déclaration dénuée d'ambiguïté exprimant la volonté du consommateur de se rétracter. Par dérogation à ce qui précède, il est toutefois convenu que si, lors de la commande, le consommateur a formulé une demande expresse en vue de la réalisation du ou des diagnostics choisis avant la fin du délai de rétractation mentionné ci-dessus et qu'il exerce ensuite son droit de rétractation, il reste tenu de payer au PRESTATAIRE un montant correspondant au service fourni jusqu'à la communication de sa décision de se rétracter, ce montant est proportionné au prix total de la prestation convenu dans le contrat.

3. DROITS ET OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE

LE PRESTATAIRE, qui agit en qualité de professionnel, s'engage à respecter l'ensemble des lois et règlements applicables à son activité. LE PRESTATAIRE agit exclusivement dans le cadre des diagnostics techniques prescrits par les articles L. 134-1 et suivants et L. 271-4 et suivants du Code de la construction et de l'habitation. Ses investigations se limitent aux seules opérations nécessaires pour répondre aux exigences légales de la réglementation relative aux diagnostics techniques, à l'exclusion notamment d'investigations techniquement irréalisables ou dans des endroits inaccessibles ou hermétiquement clos ou non signalés. Il ne sera procédé à aucun démontage complexe ni à aucun sondage destructif.

LE PRESTATAIRE s'engage à fournir les prestations avec les diligences requises, dans les règles de l'art.

LE PRESTATAIRE s'engage à informer LE CLIENT de l'existence de tout élément de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation.

4. SOUS-TRAITANCE

LE PRESTATAIRE se réserve le droit de confier à des sous-traitants, tout ou partie de la Prestation sans que LE CLIENT ne puisse y faire obstacle. En tout état de cause, la sous-traitance ne provoque aucune modification aux droits et obligations des présentes conditions générales pour LE CLIENT ou LE PRESTATAIRE, ce dernier étant seul responsable des sous-traitants qu'il aurait mandatés.

5. INDISPONIBILITE DU PRESTATAIRE

En cas d'indisponibilité DU PRESTATAIRE, celui-ci s'engage à en informer LE CLIENT, sans délai, afin de convenir de nouvelles modalités d'intervention. À défaut d'accord DU CLIENT, la commande sera annulée sans frais pour ce dernier.

6. RESPONSABILITE ET ASSURANCE

LE PRESTATAIRE est tenu à une obligation de moyens au titre des prestations fournies AU CLIENT dans le cadre du Service.

LE PRESTATAIRE déclare à cet égard avoir souscrit une assurance permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de sa responsabilité en raison de ses interventions, conformément aux dispositions des articles L. 271-6 et R. 271-2 du Code de la construction et de l'habitation, et s'engage à fournir tout justificatif de celle-ci à première demande.

La responsabilité DU PRESTATAIRE ne peut pas être engagée en cas d'inexécution ou de mauvaise exécution du contrat due soit au fait du Client, soit à un cas de force majeure, et notamment dans le cas où l'accès à l'immeuble est rendu impossible en raison de l'absence du Client aux date et heure convenues. La responsabilité DU PRESTATAIRE ne saurait être recherchée de quelque manière que ce soit pour une quelconque erreur ou omission d'une prestation effectuée hors du cadre de sa mission de diagnostic technique telle que définie par le Code de la construction et de l'habitation. Aucune responsabilité DU PRESTATAIRE ne peut être retenue en cas de découverte ultérieure des produits initialement recherchés dans les endroits non diagnostiqués.

7. DROITS ET OBLIGATIONS DU CLIENT

LE CLIENT, ou toute personne mandatée pour le représenter, s'engage à payer au PRESTATAIRE le prix de la prestation convenu.

LE CLIENT, ou toute personne mandatée pour le représenter, s'engage à ne pas faire intervenir un autre PRESTATAIRE sur la prestation commandée.

LE CLIENT, ou toute personne mandatée pour le représenter, devra communiquer au PRESTATAIRE toutes les informations nécessaires à la bonne exécution de sa prestation.

Si ces informations ne sont pas communiquées, LE PRESTATAIRE ne pourra se voir imputer un retard ou un défaut d'exécution de la prestation et la réalisation ne pourra être contestée par LE CLIENT.

LE CLIENT, ou toute personne mandatée pour le représenter, doit être présent aux dates et heure convenues pour permettre au PRESTATAIRE l'accès à l'immeuble et pour l'accompagner au cours de l'exécution de ses prestations. LE CLIENT doit mettre à disposition du PRESTATAIRE les moyens techniques et d'accessibilité nécessaires à l'exécution de ses prestations. LE PRESTATAIRE se réserve le droit de refuser d'honorer une commande relative à un immeuble qui présenterait un danger et pour laquelle LE CLIENT ne consentirait pas à prendre les mesures de sécurité recommandées par LE PRESTATAIRE. Dans cette hypothèse, le prix de la prestation initialement convenue reste dû par le Client.

8. INDISPONIBILITE DU CLIENT

En cas d'indisponibilité, LE CLIENT peut annuler ou modifier, sans frais, les date et/ou heures du rendez-vous fixé en vue de la réalisation du ou des diagnostics commandé(s) en informant, par écrit, la société DIAGNOTECPRO (contact@diagnotecpro.fr) jusqu'à 72 heures ouvrées avant celui-ci.

La demande de modification de la date et/ou de l'horaire du rendez-vous est soumise à l'acceptation discrétionnaire du Prestataire en fonction de l'organisation de son service.

Toute demande d'annulation de prestation dans un délai inférieur à 72 heures donnera lieu à la facturation d'une indemnité de 30 % du montant total du devis accepté par LE CLIENT au titre des frais administratifs, d'ouverture du dossier et d'étude des pièces préalables par LE PRESTATAIRE.

En tout état de cause, la modification peut entraîner une modification du prix de la commande, en fonction des tarifs proposés aux nouvelles date et heures qui seront choisies par LE CLIENT.

9. DOSSIER DE DIAGNOSTIC TECHNIQUE

LE PRESTATAIRE s'engage à adresser au CLIENT, par mail à l'adresse renseignée par LE CLIENT, un dossier de diagnostic technique conforme à la commande et aux exigences du Code de la construction et de l'habitation, dans un délai de 2 jours ouvrés à compter du rendez-vous au cours duquel le ou les diagnostics auront été réalisés et sous réserve de la réception de l'entier paiement du prix. Lorsque des analyses et prélèvements doivent être réalisés dans le cadre du ou des diagnostics commandés, LE PRESTATAIRE prévient LE CLIENT du délai de mise à disposition du dossier de diagnostic technique et de la facture et veille à respecter celui-ci.

10. CONSERVATION DU CONTRAT

Conformément aux dispositions de l'article L. 213-1 du Code de la consommation, LE PRESTATAIRE s'engage à conserver pendant un délai de 10 ans les données relatives aux contrats conclus avec LE CLIENT ayant la qualité de consommateur et en garantir à tout moment l'accès à ces derniers.

11. DETERMINATION DU PRIX DE LA PRESTATION

Les parties ont librement opté pour la détermination du prix selon les conditions précisées dans le devis. Le prix s'entend en euros, toutes taxes comprises, hors frais éventuels de prélèvements et analyses.

Dans l'hypothèse où des prélèvements et analyses s'avèreraient nécessaires, le prix du ou des diagnostics sera majoré du prix desdits prélèvements et analyses (à hauteur de 90 € maximum par prélèvement). Le prix de ces prélèvements et analyses sera intégralement payé par LE CLIENT au PRESTATAIRE, s'il y a lieu, avant leur réalisation. Toute modification du devis entraîne un réajustement du prix convenu entre les Parties et pourra donner lieu à un devis complémentaire.

12. MODALITES DE REGLEMENT

Après avoir effectué la prestation visée dans le devis accepté par le Client, LE PRESTATAIRE adressera au CLIENT une facture correspondant aux accords convenus entre les parties.

Les factures de prestations sont exigibles à réception par le Client, et payable au jour de la réception de la facture par LE CLIENT, en espèces, chèque, carte bancaire ou virement bancaire sur le RIB mentionné dans la facture de prestation.

Tout défaut de paiement, quelle qu'en soit la cause, entraîne en outre :

- À l'égard des Clients ayant la qualité de consommateur : l'exigibilité d'intérêts de retard calculés au taux d'intérêt légal à compter du jour de la mise en demeure de payer adressée par le Prestataire ;
- À l'égard des Clients ayant la qualité de professionnel : l'exigibilité de plein droit d'intérêts de retard calculés à compter du jour suivant la date d'échéance sur la base du taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement la plus récente majorée de 10 points, ainsi que d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 Euros, sans préjudice de toute indemnité complémentaire.

13. SUSPENSION DE LA MISSION

En cas de non-paiement de sa facture de prestation, le Prestataire se réserve le droit de refuser d'adresser le diagnostic immobilier établi par ses soins ou suspendre l'exécution de la mission, ce dont il informera LE CLIENT par tout moyen écrit en attirant son attention sur les conséquences éventuelles.

En application de l'article 1217 du Code civil, le Prestataire pourra refuser d'exécuter ou suspendre l'exécution de sa propre prestation, poursuivre l'exécution forcée de l'obligation, provoquer la résolution du contrat et demander réparation des conséquences de l'inexécution.

14. FIN DU CONTRAT – RENOUELEMENT - RESILIATION

Le contrat prendra fin au jour de la communication du diagnostic immobilier définitif par LE PRESTATAIRE. Toute poursuite du contrat donnera lieu à la signature d'un devis complémentaire. Dans l'hypothèse où LE CLIENT souhaiterait dessaisir LE PRESTATAIRE de sa mission avant que l'ensemble des prestations visées au devis soient exécutées, pour quelque motif que ce soit, hors faute grave, il devra régler l'intégralité des prestations effectuées par le Prestataire, outre une indemnité correspondant à 30 % du montant total du devis couvrant les frais administratifs de préparation de la mission, d'étude du dossier et de déplacement éventuel.

15. CONTESTATIONS

Toute contestation sur la qualité des prestations devra être notifiée par le courrier R.A.R. DU CLIENT au PRESTATAIRE dans un délai de 48 heures. LE PRESTATAIRE s'engage à apporter une réponse à la contestation et/ou à régulariser la situation dans un délai de 30 jours suivant la réception du courrier DU CLIENT. À défaut, LE CLIENT pourra procéder à la résiliation anticipée du contrat, sans indemnité de rupture anticipée prévue à l'article 8 des conditions générales.

16. CONFIDENTIALITE

LES PARTIES s'engagent à respecter la confidentialité des informations, données, savoir-faire, documents, de quelque nature que ce soit, échangée pour l'exécution du présent contrat, pendant toute sa durée et pour une durée de 5 ans à compter de son expiration. LES PARTIES prendront toutes les mesures nécessaires pour empêcher la divulgation de ces informations auprès de tiers, avec le même soin que celui apporté à la préservation de leurs propres informations confidentielles. Toute information divulguée restera la propriété de la Partie qui l'a transmise, qui pourra solliciter la restitution de tout support ayant servi à sa transmission (ainsi que toute copie ou reproduction), sans délai et à première demande. Toutefois, la divulgation ne sera pas considérée comme fautive pour les informations qui sont tombées dans le domaine public, obtenu régulièrement auprès d'un tiers sans violation d'une obligation de confidentialité ou dont la communication à un tiers est exigée par la loi ou une décision émanant d'une autorité publique compétente.

17. INDEPENDANCE DES PARTIES

Chacune des parties est un contractant indépendant et aucune des parties n'exercera de contrôle sur la conduite de l'activité de l'autre partie au titre du présent Contrat. Aucune disposition ne sera réputée créer une relation d'employeur à salarié entre les parties, et chacune des Parties ne répondra à tous égards, que de l'emploi, du contrôle et de la conduite de toutes les personnes employées par elle. Aucune des parties n'est autorisée à engager ni ne peut se déclarer engagée par l'autre partie à quelque titre que ce soit.

18. REGLEMENT EUROPEEN DE PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Le Client est informé de ce que Prestataire met en œuvre des traitements de données à caractère personnel afin de lui permettre d'assurer la gestion, la facturation, le suivi des dossiers de ses clients et la prospection.

Ces données sont exclusivement destinées aux services habilités de l'entreprise du Prestataire. Conformément au Règlement RGPD, les personnes physiques disposent d'un droit d'accès aux données les concernant, de rectification, d'interrogation, d'opposition pour motif légitime et à la prospection.

Toute demande présentée à ce titre devra être accompagnée de la photocopie d'un titre d'identité portant la signature du demandeur et préciser l'adresse à laquelle doit parvenir la réponse. Une réponse sera alors adressée dans un délai maximum de deux mois suivant la réception de la demande.

19. DROIT APPLICABLE ET ATTRIBUTION DE JURIDICTION

Le présent devis est soumis à l'application du droit français. Tout litige résultant de l'interprétation, de l'exécution ou de la non-exécution du devis sera soumis à l'appréciation des tribunaux matériellement compétents dans le territoire du siège social du Prestataire.

20. DISPOSITIONS GENERALES

Les présentes conditions générales pourront être modifiées à tout moment, en tout ou en partie. La modification s'appliquera automatiquement à la date d'entrée en vigueur indiquée dans la notification de cette modification par email ou sur le site www.diagnotecpro.fr. Au cas où l'une quelconque des stipulations des présentes conditions générales serait déclarée nulle ou contraire à une disposition d'ordre public, elle sera réputée non écrite et toutes les autres stipulations resteront en vigueur et conserveront leur plein effet.

Fait à Asnières-sur-Seine, le 21 octobre 2024

ANNEXE 1 - MODÈLE DE FORMULAIRE DE RÉTRACTATION

(Veuillez compléter et renvoyer le présent formulaire uniquement si vous souhaitez vous rétracter du contrat.)

A l'attention de la Société DIAGNOTECPRO, S.A.S. immatriculée au RCS de NANTERRE n° 933 538 175, dont le siège social est sis 53 rue Maurice Bokanowski – 92600 ASNIERES SUR SEINE, prise en la personne de son représentant légal, y domicilié à cet effet,

Je/nous (*) vous notifie/notifions (*) par la présente ma/notre (*) rétractation du contrat portant sur la vente du bien (*)/pour la prestation de services (*) ci-dessous :

Commandé le (*)/reçu le (*) :

Nom du (des) consommateur(s) :

Adresse du (des) consommateur(s) :

Signature du (des) consommateur(s) (uniquement en cas de notification du présent formulaire sur papier) :

Date :

(*) RAYEZ LA MENTION INUTILE.